

NOTES ET DOCUMENTS

QUELQUES DOCUMENTS SUR LES PREMIÈRES COLONIES FRANÇAISES EN HONGRIE

Si, d'une part, on ne peut absolument pas mettre en doute qu'il existait au Moyen-âge de nombreuses colonies wallonnes-françaises en Hongrie, il est, d'autre part, malaisé de déterminer la date la plus ancienne de l'immigration de ces colons. MM. AUNER (*Századok* L, 28-41 et *MNy* X, 419-20) et PAIS (*Revue des ét. hongr.*, I. 15 ss. et 135 ss.), émettent à ce sujet une hypothèse qui nous semble insuffisamment fondée : selon eux, les premiers établissements wallons en Hongrie remonteraient au milieu du XI^e siècle. Ils s'appuient sur une chronique de Liège (MARTÈNE, *Script. Vet.* VI. 1216), qui rapporte qu'en 1447 plusieurs pèlerins de Hongrie, après avoir visité les reliques de saint Laurent à Aix-la-Chapelle, poussèrent jusqu'à Liège et contèrent — en pur wallon de Liège ! — aux habitants émerveillés que leurs ancêtres, originaires de Wallonie, avaient jadis émigré en Hongrie à la suite d'une grande famine. L'évêque de Liège, à qui on avait rapporté les affirmations singulières de ces étrangers, fit procéder à des recherches dans les archives épiscopales, où l'on aurait découvert certaine chronique (qui malheureusement ne nous est pas parvenue) confirmant en quelque sorte les allégations des pèlerins. Selon cette chronique, en 1052, du temps de l'évêque Wason, à la suite d'une disette, une grande partie de la population aurait quitté le diocèse pour aller s'établir en Hongrie. — Or, en 1052 l'évêque Wason était mort depuis 4 ans (ce qu'un contemporain ne pouvait pas ignorer) et il est fort difficile de s'imaginer que les Wallons de Hongrie, séparés de leurs frères de race depuis 400 ans, aient parlé exactement le même langage que ceux de Liège (« in eodem materno idiomate cum Leodiensibus per omnia concordare »). De nombreuses particularités importantes du

wallon ne se sont développées qu'au cours des ^xⁱ-^{xiii}^e siècles et il serait presque miraculeux que le parler des colons, malgré les différences de climat et des conditions d'existence, malgré le voisinage de langues absolument dissemblables eût suivi exactement la même évolution phonétique, — pour ne parler que de celle-là, — que celui de leurs parents restés dans leur pays. La différence qui existe aujourd'hui entre le wallon de Liège et par ex. celui de Verviers est très peu considérable, néanmoins un Liégeois trouvera toujours qu'« à Verviers on parle un tout autre wallon ». Si, en outre, nous tenons compte du fait, qu'une autre chronique de Liège (*Martène* V, 455), racontant la même anecdote sur les pèlerins hongrois, place la date de leur émigration au début du ^{xiii}^e siècle, nous devons convenir que le témoignage de notre première source est fort sujet à caution.

En revanche, M. AUNER, et après lui, M. PAIS mentionnent en passant une autre donnée qui nous semble beaucoup plus sûre. Il s'agit de deux chartes de Stavelot, dont ils résument succinctement la teneur d'après M. SCHWEISTHAL (*Zur Sprachgeschichte Luxemburgs u. Deutsch-Siebenbürgen*, Luxemburg, 1908), mais qu'ils ne paraissent pas avoir eu sous les yeux.

Il existe dans plusieurs cartulaires de Stavelot, dont le plus ancien date du milieu du ^{xiii}^e siècle, des copies de deux chartes, l'une de l'an 1103, l'autre de 1124 (J. Halkin — C.-G. Roland : *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, I, 271, 289 ss.). La première contient une convention conclue entre l'abbaye de Stavelot-Malmédy et un nommé Anselme, homme libre (*liber ex liberis genitus*), qui, ayant l'intention de se rendre en Hongrie avec ses fils (*disponens ire in Hungariam*), remet à l'abbé le bénéfice qu'il possédait à Bra (*benefitium quod ab abbate habebam, id est ecclesiam de Braz*). Il est malaisé d'établir s'il s'agit d'une vente définitive ou seulement d'un dépôt, d'une mise en gage ; certains termes du contrat semblent justifier cette seconde hypothèse (*benefitium... in manum domni abbatis Folmari ego et filii mei reposuimus, ut nullus heredum meorum ad predictum benefitium possit amplius accedere...* Pour le sens douteux de *reposuimus*, cf. GEORGES, *Lat.-deutsch. Handw.* S. V. *repono* ; Ducange ne donne pas le mot). tandis que d'autres ne s'appliquent guère qu'à une vente définitive (*ut... fratres... in perpetuam prebendam deberent possidere*). La charte semble avoir été intégralement copiée ; seules les signatures des témoins sont supprimées.

L'autre document, celui de 1124, se rapporte au même bénéfice. Nous y apprenons qu'Anselme était soldat et que pour pouvoir

jouir de son bénéfice il était tenu de faire un service de garde dans le château de Longe, forteresse appartenant à l'abbaye (Longia castellum ecclesie). La charte nous apprend en outre qu'Anselme, en remettant son bénéfice entre les mains de l'abbé, avait stipulé une condition (stipulation purement verbale, puisque la charte précédente, le vrai contrat, n'en dit mot) à savoir que, au cas où lui-même ou un de ses fils reviendrait, il pût racheter le bénéfice pour la même somme qu'il avait touchée (ea... conditione ut, si ipse reverteretur vel aliqui filiorum suorum qui etiam cum eo profecti sunt, redditu prenominata summa, beneficium suum reciperet). En même temps, il avait confié le service de garde du château de Longe à Conon de Longe (commendans custodiam Cuononi de Longia quam in castello debebat). Notre source raconte ensuite que la nouvelle de la mort d'Anselme et de ses fils étant arrivée, on envoya en Hongrie un moine, qui, à son retour, confirma le décès de ces émigrés (quod ubi per unum de fratribus nostris illuc missum certissime comperimus...). Les moines prirent alors définitivement possession du bénéfice en question. Le reste de la charte traite du litige survenu au sujet du même bénéfice entre le couvent et le gendre d'Anselme et de la convention qui mit fin à cette querelle.

Il ressort de tout ce qui précède, qu'Anselme et ses fils convertirent en argent tous leurs biens pour aller tenter la fortune dans la lointaine Hongrie, où probablement plus d'un de leurs compatriotes avaient déjà trouvé un accueil hospitalier. Sans doute, lorsqu'on prenait une décision aussi importante, on n'avait garde de brûler tous les vaisseaux derrière soi ; les renseignements sur un pays aussi éloigné devaient être forcément un peu contradictoires, si bien qu'on allait, somme toute, vers l'inconnu. Les informations reçues pouvaient être mensongères, l'entreprise risquait d'échouer, on devait donc songer à la possibilité d'un retour, se réserver le moyen de reprendre l'existence antérieure et de retrouver le peu qu'on avait possédé auparavant. Un homme sensé, si résolu qu'il soit, a toujours peur de lâcher la proie pour l'ombre. Par là s'explique la stipulation du droit de rachat en cas de retour. Aujourd'hui encore, les émigrants hongrois, en vendant leur petit patrimoine pour se rendre au Canada ou au Brésil, n'agissent pas autrement. Le fait qu'Anselme ne jugea pas nécessaire d'insérer cette condition dans le contrat même, se contentant d'une restriction verbale, montre qu'il n'envisagea le retour que comme un pis-aller, qui lui paraissait peu probable. Il est vrai qu'une expression de la deuxième charte semble indiquer

qu'il aurait eu l'intention de retourner dans sa patrie (*reditum morte prevenerint*), mais, connaissant le style de ces chartes, il serait tout à fait erroné de vouloir donner à cette tournure un sens littéral.

Si Anselme avait été marchand, nous comprendrions que l'appât du gain lui fût entreprendre un voyage lointain dont il comptât bien revenir. Mais un soldat s'en allant avec ses fils et laissant sa fille établie ne pouvait guère avoir d'autre dessein que celui d'offrir son sabre, dans ce pays lointain, aux possibilités miraculeuses. Anselme était un trop petit personnage pour qu'une mission lui fût confiée, comme à Léodwin, on serait donc fort embarrassé d'expliquer le but de ce voyage, si l'on n'admettait pas qu'il eût l'intention de se fixer en Hongrie. Il est vrai qu'il aurait pu partir soit pour aller voir des parents, soit pour recueillir un héritage, mais dans ce cas-là, il faudrait, à plus forte raison, supposer la présence de colons wallons en Hongrie à cette époque.

Il est, en tous cas, frappant que notre deuxième charte, qui s'étend sur tous les menus détails, néglige d'indiquer le but du voyage d'Anselme. On ne peut donner de cette omission qu'une explication, c'est que le cas d'Anselme était loin d'être isolé, l'émigration en Hongrie devait être assez fréquente pour que tout le monde sût de quoi il s'agissait, lorsque quelqu'un « se disposait à aller en Hongrie ».

Il est, en outre, intéressant que le couvent n'hésite pas à envoyer un frère dans ce lointain pays, uniquement pour obtenir des renseignements au sujet d'une affaire en somme de peu d'envergure. On peut en conclure que les rapports entre le pays wallon et la Hongrie devaient être fort suivis en ce temps-là, et que le moine français rencontrait probablement des compatriotes dans les cloîtres et peut-être même dans quelques communes de Hongrie.

En résumé, les deux chartes nous fournissent la preuve incontestable qu'au plus tard au cours des premières années du XII^e siècle, des Wallons se fixèrent en Hongrie. Elles permettent en outre de supposer que les cas d'émigration n'étaient nullement rares. Cette supposition s'accorde avec l'ingénieuse hypothèse de M. PAIS (o. c.), selon laquelle, lors de sa tournée en Lorraine et en Flandre, l'évêque Léodwin, d'origine française, aurait fait le premier une sorte de propagande en faveur de l'émigration en Hongrie.